



Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO, Christophe COUR.

Culture - Réseau des médiathèques - Convention de coopération documentaire avec la Bibliothèque Nationale de France - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Depuis 2007, le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole participe activement au pôle documentaire Languedoc-Roussillon, en collaboration avec l'agence de coopération pour le livre et la lecture, devenue Occitanie Livre et Lecture, et la Bibliothèque Nationale de France.

La coopération mise en œuvre portait sur plusieurs points :

- la numérisation de la presse régionale et locale ancienne, libre de droits ;
- la numérisation des publications des sociétés savantes ;
- la conversion rétrospective des catalogues des fonds patrimoniaux des bibliothèques de la Région ;
- l'élaboration d'une bibliographie régionale des fonds locaux.

En effet, en sa qualité de bibliothèque patrimoniale et historique, la médiathèque centrale Émile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole réalise une bibliographie régionale des fonds locaux et régionaux, en indexant de nombreux articles de périodiques, dont la médiathèque récupère la numérisation auprès de la Bibliothèque Nationale de France. Pour son travail rétrospectif, la Métropole reçoit un soutien financier de la Bibliothèque Nationale de France lui permettant de rétribuer un demi-poste d'assistant de conservation.

Dans les années à venir, la Bibliothèque Nationale de France souhaite poursuivre et faire évoluer les modalités de cette coopération. Des conventions seront ainsi conclues avec les grandes bibliothèques françaises pour une première période couvrant les années 2018-2019, puis pour une seconde période quinquennale qui couvrira les années 2020-2024.

Cette coopération aura les objectifs suivants :

- la poursuite du signalement des fonds patrimoniaux dans les catalogues collectifs nationaux ;
- la valorisation numérique dans Gallica, bibliothèque numérique de la Bibliothèque Nationale de France, et sur ses sites des collections patrimoniales conservées par la médiathèque centrale Émile Zola ;
- la continuation de la bibliographie régionale avec le soutien financier de la Bibliothèque Nationale de France ;
- la participation à la transition bibliographique afin d'intégrer les données des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole dans le web sémantique ;
- des échanges de contenus et de projets scientifiques entre les deux institutions.

Dans le souci de faciliter l'accès aux collections des médiathèques métropolitaines sur place ou à distance, en France et à l'étranger, cette convention bilatérale permettra de renforcer les liens entre la Bibliothèque Nationale de France et Montpellier Méditerranée Métropole, et de favoriser ainsi le rayonnement documentaire de son réseau de médiathèques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération documentaire avec la Bibliothèque Nationale de France,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de Métropole de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-66884A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.